



**Direction Eau et
Assainissement**

**Service Gestion
Administrative et Financière**

**N° de marché
230134**

Communauté d'Agglomération
de Nîmes Métropole
Direction de la Commande Publique
1 rue du Colisée
2^{ème} étage
30947 Nîmes Cedex 9
Tél: 04.34.03.57.00
Fax : 04.34.03.57.01

MARCHES PUBLICS DE PRESTATION DE SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

PERIMETRE COMMUNAUTAIRE DE NIMES METROPOLE

PRESTATIONS INTELLECTUELLES :

**AUDIT FINANCIER DU CONTRAT DE
CONCESSION D'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE
NIMES METROPOLE (AXE SUR LES
CHARGES DE SOUS-TRAITANCES ET
PERSONNELS) – PERIODE 2022 / 2023**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE ET CONTEXTE.....	3
ARTICLE 1.1 – OBJET	3
ARTICLE 1.2 – CONTEXTE GENERAL – ORGANISATION ACTUELLE	3
ARTICLE 1.3 – OBJECTIFS & CONTEXTE DE L'AUDIT – ATTENTES PARTICULIERES	3
ARTICLE 1.4 – PRECEDENTE ETUDE D'AUDIT	5
ARTICLE 2 – PRESENTATION DE LA PRESTATION	6
ARTICLE 2.1 – ELEMENTS DE MISSIONS	6
ARTICLE 2.2 – STRUCTURATION EN PHASES	6
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE (SUR LES DONNEES FOURNIES).....	7
ARTICLE 3.1 – EXPLOITATIONS DES DONNEES PAR L'AUDITEUR	7
ARTICLE 3.2 – DONNEES – CONTRAT DE CONCESSION (PHASE 1)	7
ARTICLE 3.3 – DONNEES – AVENANTS N°1 ET N°2	8
ARTICLE 3.4 – DONNEES – ORGANIGRAMMES (PHASE 1).....	8
ARTICLE 3.5 – DONNEES – SUIVIS DETAILLES DU DEPLOIEMENT DE LA TELERELEVE ET DES RENOUVELLEMENTS DE BRANCHEMENTS (PHASE 1)	8
ARTICLE 3.6 – DONNEES – COMPTES D'EXPLOITATION (PHASE 1).....	9
ARTICLE 3.7 – DONNEES TECHNIQUES ET FINANCIERES (PHASE 1).....	10
ARTICLE 3.8 – DONNEES FINANCIERES (PHASE 1)	10
ARTICLE 3.9 – COMPARAISONS FINANCIERES (PHASE 1).....	11
ARTICLE 3.10 – ANALYSE DES BILANS DE LA SOCIETE DEDIEE (PHASE 1).....	11
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE (ANALYSES DE PHASE 1)	11
ARTICLE 4.1 – REUNION DE PRESENTATION DES DONNEES (PHASE 1)	11
ARTICLE 4.2 – AUTRES DONNEES (PHASE 1).....	12
ARTICLE 4.3 – RAPPORT D'ETAPE (PHASE 1)	12
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE (ANALYSES DE PHASE 2)	12
ARTICLE 5.1 – ANALYSES DES DONNEES SUPPLEMENTAIRES (PHASE 2).....	12
ARTICLE 5.2 – VOLET JURIDIQUE (PHASE 2).....	12
ARTICLE 5.3 – REUNION AVEC LE CONCESSIONNAIRE (PHASE 2).....	13
ARTICLE 5.4 – RAPPORT D'AUDIT (PHASE 2)	13
ARTICLE 6 – ORGANISATION ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	14
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE	14
ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHE	15
ARTICLE 8.1 – PRINCIPALES ETAPES	15
ARTICLE 8.2 – DUREE DU MARCHE	15
ARTICLE 9 – LIVRABLES ET REUNIONS.....	15
ARTICLE 9.1 – LIVRABLES	15
ARTICLE 9.2 – REUNIONS	15

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE ET CONTEXTE

ARTICLE 1.1 – OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) groupe les prescriptions techniques, administratives et juridiques relatives à une mission d'audit :

Audit financier du contrat de concession d'alimentation en eau et d'assainissement collectif de Nîmes Métropole (axé sur les charges de sous-traitances et personnels) – Période 2022 / 2023.

ARTICLE 1.2 – CONTEXTE GENERAL – ORGANISATION ACTUELLE

Nîmes Métropole a été créée le 31 décembre 2001 par arrêté préfectoral.

Sur ces 39 communes, le mode de gestion actuel s'appuie sur trois contrats de délégations de services publics, en voie d'achèvement, et sur un contrat récent de concession, commun aux deux services publics d'eau et d'assainissement collectif, portant sur la période 2020 / 2027.

L'audit portera sur ce contrat récent de concession de services publics d'eau et d'assainissement collectif en excluant :

- les 4 communes de Fons, Gajan, Saint-Bauzély et Saint-Mamert-du-Gard qui voient leur précédent contrat d'assainissement collectif s'achever le 31 décembre 2023 et ne font donc pas partie, pour l'assainissement, de cette prestation d'audit ;
- la commune de Saint-Geniès-de-Malgoirès voit ses deux précédents contrats d'eau et d'assainissement collectif s'achever le 30 juin 2025 et ne fait donc pas partie, pour l'eau et l'assainissement, de cette prestation d'audit ;
- les 4 communes de Domessargues, Mauressargues, Montagnac et Moulézan appartiennent au SIAEP de Domessargues et Saint-Théodort, sans intervention de Nîmes Métropole, et ne font donc pas partie, pour l'eau, de cette prestation d'audit.

Compte-tenu des charges affichées par le concessionnaire sur les deux **postes sous-traitances et personnels** et des déficits annoncés par le concessionnaire, Nîmes Métropole souhaite procéder au recrutement d'une société d'audit en vue de lui confier une mission axée sur ces points.

Un audit financier annuel était également prévu par les clauses initiales du contrat au titre de l'article 2 – Société dédiée au contrat.

Enfin, certaines charges précédemment évoquées font appel à des transferts financiers conventionnés vers la société mère qui rattachent, de fait, ces investigations à une analyse des **frais de structure du contrat intégrés aux charges de sous-traitance**.

ARTICLE 1.3 – OBJECTIFS & CONTEXTE DE L'AUDIT – ATTENTES PARTICULIERES

Les sujets ciblés pour cet audit 2022 / 2023 portent sur les charges de sous-traitances, dont les frais de structure, et de personnels affichées par le concessionnaire.

Importances des lignes « sous-traitances », dont les frais de structure, et « personnels »

Ces deux lignes de charges représentent 35% de la totalité des charges retranscrites dans les CARE des années 2020, 2021 et 2022, avec des montants bien plus élevés que les prévisions initiales.

Ces CARE présentent des déficits relativement importants dès l'année 2020, en eau et en assainissement, dont l'ampleur cumulée représente environ 35% de ces lignes de charges de sous-traitances et de personnels.

Il doit être précisé que les charges de sous-traitances ont été importantes sur les 3 années 2020, 2021 et 2022 (dont les CARE sont connus) de par :

- la réalisation des travaux de modifications de la station de traitement des eaux usées de Nîmes et la mise en place d'une digestion anaérobie généralisée avec production de biogaz et injection de biométhane dans les réseaux GRDF ;
- le déploiement (prévu) de la télérelève sur plus de 97.000 compteurs, y compris infrastructure ;
- un programme de renouvellement important des équipements dans les 3 premières années du contrat en application du PPR ;
- un programme important de renouvellement des branchements d'eau, sur plus de 1.800 unités, dans une volonté de restauration des rendements d'eau potable ;
- divers travaux concessifs en eau et en assainissement.

Importance des lignes « renouvellements »

Ces lignes représentent une charge significative dans les CARE mais qui ne dépasse pas 5% des charges cumulées.

La logique des différents candidats au contrat de concession reposait sur un effort soutenu de renouvellement dans les 3 premières années de façon à bénéficier de l'amélioration qualitative des matériels installés et à pouvoir constater, dans leurs équilibres financiers, les conséquences en matière de consommations énergétiques et de charges de personnels pour les interventions d'urgence.

Formalismes variables des chiffres de personnel

L'attention des candidats doit également être attirée par le fait que le formalisme retenu par le concessionnaire dans la décomposition des charges de personnels des CEP n'est pas celui retenu dans la transmission des chiffres financiers trimestriels et rend donc complexe les tentatives de rapprochements.

Ce formalisme explique en partie des interrogations persistantes sur les coûts horaires utilisés au stade de l'offre finale et ceux utilisés pour les exercices 2020, 2021, 2022 et 2023.

Cette variabilité des formalismes et les interrogations sur les coûts horaires affichés dans les divers documents générés à diverses dates par le candidat VEOLIA puis par le concessionnaire EdNM sont autant de points sur lesquels l'audit 2022 / 2023 devra apporter des réponses.

Sources des charges de personnels

Les analyses déjà réalisées par les services ont permis d'identifier des remontées de charges de personnels issues / imputées des activités de sous-traitances et venant augmenter les charges de personnels lors de l'établissement des CARE.

Même si l'importance de ces transferts a déjà été quantifiée sur les renouvellements de branchements, les mécanismes devront être examinés sur l'ensemble de l'activité dans le cadre de cet audit.

Cas particuliers des charges d'insertion

Dans le cadre de la consultation de 2018, le concessionnaire s'était engagé au titre de l'article 13 du contrat à un certain nombre d'heures d'insertion sur la durée du contrat.

Les charges afférentes à ces heures ne remontent pas dans les chiffres financiers du concessionnaire (valeur « 0 ») et les questions abordées dans le cadre de cet audit sur les charges de personnel viseront aussi à clarifier les différentes charges associées aux différentes catégories d'insertion définies par l'article 13 du contrat de concession.

Présences de corrections d'un exercice à l'autre

Les analyses régulières des services ont permis d'identifier des incompréhensions dans l'analyse des données financières trimestrielles, incompréhensions qui ont conduit à plusieurs corrections d'un trimestre sur l'autre ou d'un exercice sur l'autre avec des explications reprises dans divers supports de réunions.

L'analyse fine des comptes suppose donc de lire et prendre en compte les informations retranscrites dans les différents supports accompagnant les chiffres trimestriels (voir paragraphe « Données financières (Phase 1) »).

Conséquences - Points particuliers à examiner

Compte-tenu de ces ratios, des incompréhensions sur certains chiffres et de l'importance des valeurs de charges, l'audit visera, pour les exercices 2022 / 2023 à :

- analyser les chiffres produits par le concessionnaire sur les deux axes précédemment évoqués ;
- en confirmer la comparabilité avec des ratios constatés sur d'autres contrats d'eau et d'assainissement et à bien appréhender ;
- comprendre / tracer les transferts de la ligne de charge sous-traitances à la ligne personnel ;
- à apporter une appréciation sur le rapprochement des charges de personnels avec l'évolution de l'organigramme de la société dédiée, au fil des années, et avec l'évolution des tâches induites par le contrat de concession ;
- à apporter un avis sur les perspectives de réduction des tâches d'exploitation sur la seconde moitié du contrat ;
- comprendre / tracer les parts de l'insertion dans les charges de personnel.

ARTICLE 1.4 – PRECEDENTE ETUDE D'AUDIT

Nîmes Métropole a fait réaliser une prestation d'audit portant sur la totalité des charges présentées par le concessionnaire sur les deux exercices 2020 et 2021.

Le rapport de phase 1 de cette étude, commencée le 21 juillet 2022 et achevé le 12 juillet 2023, sera remis au candidat retenu dans le cadre de cette consultation (dans un but uniquement informatif).

La phase 2 a porté sur des considérations juridiques et financières qui seront éventuellement remises au candidat retenu en fonction du déroulement de la prestation de cet audit 2023.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE LA PRESTATION

ARTICLE 2.1 – ELEMENTS DE MISSIONS

Cette mission intègre les prestations suivantes :

- l'analyse du contrat de concession de services publics d'eau et d'assainissement collectif, notifié en mars 2019 et en vigueur pour la période 2020 / 2027, ainsi que de l'avenant 1 passé en délibération le 26 septembre 2022 ;
- l'analyse des deux comptes d'exploitation prévisionnels remis en décembre 2018 par le candidat VEOLIA, pour l'eau et l'assainissement ;
- l'analyse comparée des chiffres financiers remis par le concessionnaire Eaux de Nîmes Métropole, société dédiée au contrat de concession et filiale de VEOLIA, pour la période 2022 / 2023 ;
- **l'analyse des ratios financiers affichés, sur les charges de sous-traitances, dont les frais de structure, et de personnels, par comparaison avec des valeurs disponibles sur d'autres contrats récents d'eau, d'assainissement et plus généralement de concessions ;**
- la rédaction d'un rapport d'étape reprenant les premiers constats acquis sur la base des analyses précédemment décrites et conduisant, éventuellement, à solliciter le concessionnaire sur des données plus précises et à documenter ;
- la production de la liste des données éventuellement nécessaires à l'obtention des réponses par le concessionnaire (avec un degré de détail permettant de s'assurer de la qualité des réponses – à établir par l'auditeur) ;
- la préparation et la participation à une réunion avec les responsables financiers du concessionnaire pour discussions sur les différents constats ;
- la rédaction d'un rapport d'audit présentant sur l'ensemble des constats relatifs aux charges de sous-traitance, de personnels et de renouvellements.

ARTICLE 2.2 – STRUCTURATION EN PHASES

La prestation peut être décomposée en 2 phases :

- phase 1 : analyse des données transmises et rédaction d'un rapport d'étape présentant les premiers constats et axes d'investigations ;
- phase 2 : analyses complémentaires, réunion et rédaction d'un rapport d'audit reprenant les différents constats et informations collectées.

Les candidats doivent bien intégrer que, dans l'hypothèse où des données seraient demandées à l'issue de la phase 1, un ordre de service de suspension de délai serait émis pour une durée minimale de 2 mois afin de tenir compte des délais de production des données par le concessionnaire.

En fonction de l'importance des données sollicitées par l'auditeur, la durée de cette suspension de délai est susceptible d'être portée à 3 mois.

Les candidats doivent bien intégrer que les données demandées et listées dans la note méthodologiques remise avec l'offre du candidat puis dans les documents émis pendant le déroulement de l'audit devront faire l'objet d'une analyse complète.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE (SUR LES DONNEES FOURNIES)

Dans le cadre des prestations décrites ci-dessous, le prestataire retenu devra analyser l'ensemble des données nécessaires à la bonne exécution de l'audit.

ARTICLE 3.1 – EXPLOITATIONS DES DONNEES PAR L'AUDITEUR

Pour la bonne information des candidats, les données disponibles sont (en partie) décrites, y compris importance des documents, y compris par des annexes descriptives jointes au CCTP, de façon à ce que ceux-ci puissent prendre en compte la nature des données disponibles, l'ampleur des données déjà réunies, les données non disponibles ou celles dont ils auraient besoin pour la bonne exécution de l'audit.

A la lumière des éléments décrits ci-après, le mémoire du candidat devra préciser les données que celui-ci envisage d'analyser pour mener à bien sa prestation en détaillant celles évoquées par le CCTP, les données supplémentaires dont il souhaiterait disposer, les données qu'il n'entend pas analyser au regard de sa méthodologie.

Pour autant que celui-ci réalise les prestations demandées, les candidats sont donc autorisés à préciser que certaines données ou certains aspects des données disponibles ne seront pas exploitées dans le cadre de cette prestation d'audit.

En définissant cette liste et en la justifiant dans le cadre de sa méthodologie, le candidat s'engage à analyser, réellement, les données citées dans la liste de son offre et celui-ci doit inclure les coûts associés à cette prestation d'analyse.

Le mémoire technique du candidat sera examiné au regard de la cohérence de l'offre au regard des données analysées, non analysées, attendues et destinées à être analysées ...

ARTICLE 3.2 – DONNEES – CONTRAT DE CONCESSION (PHASE 1)

Les candidats doivent bien intégrer que le contrat de concession est constitué :

- d'un contrat unique pour les deux domaines de l'eau et de l'assainissement (128 pages pour le contrat sensu stricto hors annexes) ;
- des 19 annexes relatives aux aspects eau potable ;
- des 18 annexes relatives aux aspects assainissement ;
- des 14 annexes relatives aux aspects communs à l'eau et à l'assainissement (organigramme, BPU ...) ;
- des 31 annexes relatives aux aspects concessifs, l'essentiel portant sur les modifications à apporter à la station d'épuration de Nîmes ;
- de 6 annexes relatives aux documents à transmettre (retenue de garantie ...) ;
- ... d'un total de 2.440 pages (mais dont certains contenus sont sans rapport avec cette prestation d'audit).

Parmi ces documents contractuels, certaines annexes sont directement et explicitement liées aux sujets de l'audit, objet de cette consultation, et il a été choisi de placer en annexe 1 de ce dossier de consultation la liste des différentes annexes du contrat (reprise à l'article 71 du contrat de concession).

Sans en dresser une liste exhaustive, les annexes suivantes sont toutes directement concernées par les sujets de l'audit :

- annexe AEP n°2 – CEP AEP,
- annexe AEP n°7 – Programme de maintenance,
- annexe ASSt n°2 – CEP ASSt,

- annexe ASSt n°5 – Programme de maintenance,
- annexe COMM n°1 – Statut sté dédiée,
- annexe COMM n°3 – Organigramme,
- annexe COMM n°11 – Liste des stés associées,
- annexe COMM n°12 – Plan comptable,
- annexe COMM n°21 – Convention d'assistance générale avec la société mère,
- annexe COMM n°22 – Convention d'exploitation avec la société mère,
- annexe COMM n°23 – Convention consommateurs avec la société mère,
- annexe CONC n°23 – Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (partie biogaz),
- annexe CONC n°26 – Récapitulatif des investissements concessifs.

Le candidat devra préciser dans son offre la liste des pièces qu'il entend analyser pour la bonne réalisation de l'audit.

ARTICLE 3.3 – DONNEES – AVENANTS N°1 ET N°2

Même si l'avenant n°1 de septembre 2022 ne traite pas de modifications portant sur les éléments financiers, les candidats devront prendre en compte le contenu de l'avenant (13 pages et 5 pages d'annexes).

Un avenant n°2 est à l'étude mais ses impacts ne portant que sur la période postérieure à 2023, il ne constituera pas l'objet de cette prestation d'audit même s'il sera communiqué à titre informatif au candidat retenu.

ARTICLE 3.4 – DONNEES – ORGANIGRAMMES (PHASE 1)

Dans l'optique de rapprocher les charges de personnels avec l'évolution de l'organigramme de la société dédiée, au fil des années, et avec l'évolution des tâches induites par le contrat de concession, le candidat retenu dans le cadre de cette consultation pourra disposer des 3 organigrammes suivants :

- issu de l'offre finale de 2018 (et prévu au 1^{er} janvier 2020),
- daté du 31 janvier 2022,
- daté du 31 janvier 2023.

Une actualisation du dernier organigramme est en cours d'acquisition et devrait permettre de compléter les données.

Si d'autres organigrammes devaient être récupérés, préalablement au démarrage de la prestation, le candidat retenu devrait prendre en compte ces éléments sans surcoût.

ARTICLE 3.5 – DONNEES – SUIVIS DETAILLES DU DEPLOIEMENT DE LA TELERELEVÉ ET DES RENOUVELLEMENTS DE BRANCHEMENTS (PHASE 1)

Dans l'optique de rapprocher les charges de personnels avec les activités citées en objet, le candidat retenu pourra disposer des quantitatifs réalisés, mois par mois, sur les 2 années 2022 / 2023 sous la forme d'un tableau de synthèse assis sur les factures validées par la collectivité et les attachements associés.

Le document sera fourni sous Excel.

ARTICLE 3.6 – DONNEES – COMPTES D'EXPLOITATION (PHASE 1)

Contenu général des CEP

Les comptes d'exploitation prévisionnels remis en 2018 par le candidat VEOLIA ont été repris dans les deux annexes AEP n°2 et ASSt n°2 du contrat de concession.

Les documents seront fournis au format Excel au candidat retenu dans le cadre de cette consultation, dans la version de décembre 2018 applicable au 1^{er} janvier 2020.

Ces documents comportent diverses feuilles de calcul et, notamment, les chiffrages des charges :

- générales (2 onglets en eau et en assainissement),
- de sous-traitances, dont de frais de structure, (3 onglets en eau et en assainissement),
- de personnels (3 onglets en eau et en assainissement)

Contenus des CEP spécifiques aux charges de personnel

Compte-tenu des investigations attendues sur les charges de personnels, les candidats doivent être informés de la structure des informations reprises dans la partie CEP des offres avec les éléments suivants.

Pour chacun des 4 regroupements repris ci-après (et pour chacune des 32 sous-catégories de ces regroupements), les CEP détaillent les nombres d'ETP, les taux horaires utilisés en valeur 2020, les nombres d'heures par an pour l'année 2020 et le coût pour l'année 2020.

Déclinaison des personnels des services généraux :

Directeur Général, Directeur du Pôle Exploitation, Directeur du Pôle Ingénierie Travaux, Directeur du Pôle Administratif, Manager de Service Maîtrise du Service Public, Manager de Service géographique, Manager de Service Performance, Manager de Service Gestion Patrimoniale, Manager de Service Ingénierie, Manager de Service Travaux, Responsable QHSE, Chargé Qualité Produit, Relais local de gestion, Informaticien, Automaticien, Chargé Energie et Boues, Achats moyens généraux

Déclinaison des personnels pour l'exploitation :

Responsable d'équipe, Agent Usines dont Electromécanicien, Laborantin/Préleveur, Hydrocureur, Agent Réseau, Technicien SIG, Technicien Devis Métrés urbanisme, Alternant, Insertion

Déclinaison des personnels pour le service Consommateurs :

Agent Clientèle Terrain

Déclinaison des personnels intégrés dans les postes Renouvellements et Investissements

Renouvellement programmé, Renouvellement non programmé, Investissements, Fonds de travaux

A noter que pour l'exploitation, les 10 sous-catégories font également l'objet d'une répartition suivant les 5 activités potentielles que sont la collecte, le traitement, le suivi consommateur, la gestion du service et les travaux.

ARTICLE 3.7 – DONNEES TECHNIQUES ET FINANCIERES (PHASE 1)

Pour la bonne réalisation de l'audit, le candidat retenu dans le cadre de cette consultation pourra aussi disposer des :

- des rapports annuels du concessionnaire (RAD) pour les années 2020, 2021 et 2022 (6 documents constitués de 263 et 421 pages pour 2020, 352 et 473 pages pour 2021, 392 et 437 pages pour 2022) ;
- des rapports annuels du concessionnaire (RAD) pour l'année 2023 (2 documents - réception du document provisoire en mai 2024) ;
- des comptes annuels d'exploitation (CARE) des années 2020, 2021 et 2022 ;
- des comptes annuels d'exploitation (CARE) de l'année 2023 (2 documents - réception du document provisoire en mai 2024) ;
- des rapports sur le prix et la qualité du service (RPQS) des années 2020, 2021 et 2022 (3 documents de 112, 149 et 159 pages).

Les CARE des années 2020, 2021 et 2022 ont fait l'objet d'une compilation et de comparaisons chiffrées pour en apprécier l'évolution, en eau et en assainissement.

Les documents seront fournis au format Excel (avec les chiffres) au candidat retenu dans le cadre de cette consultation.

Ces mêmes documents sont placés en annexe 2 du cahier des charges, sans le détail des chiffres, pour permettre aux candidats de prévoir la forme et les éléments dont ils pourront disposer (sans pour autant mettre en ligne les résultats chiffrés du concessionnaire).

ARTICLE 3.8 – DONNEES FINANCIERES (PHASE 1)

Dans le cadre de l'article 55 – Contrôle exercé par la collectivité, le concessionnaire remet un ensemble de chiffres financiers trimestriels portant sur :

- la répartition des charges et recettes par commune, en eau et en assainissement ;
- le détail et la répartition des charges conventionnelles facturées par la société mère dans le cadre des annexes COMM n°21, 22 et 23 (assimilables en partie aux charges de structures) ;
- une présentation des différents chiffres expliquant ces répartitions.

Pour la bonne réalisation de l'audit, le candidat retenu dans le cadre de cette consultation pourra disposer :

- de ces répartitions de charges et recettes par commune, en eau et en assainissement sur 14 trimestres des années 2020, 2021, 2022 et 2023 (pas de données isolées pour le premier semestre 2020) ;
- des power-point de présentations des différents chiffres pour ces 14 trimestres.

Le candidat retenu disposera également des compilations de ces charges et recettes trimestrielles sur les 14 trimestres pour lesquelles les données sont disponibles ainsi que des charges conventionnelles compilées.

Le candidat retenu disposera également des analyses des services (matérialisées par des mails de questionnements) et des réponses du concessionnaire.

Les compilations seront fournies au format Excel (avec les chiffres) au candidat retenu dans le cadre de cette consultation.

Ces mêmes documents sont placés en annexes 3 et 4 du cahier des charges, sans le détail des chiffres, pour permettre aux candidats de prévoir la forme et les éléments dont ils pourront disposer (sans pour autant mettre en ligne les résultats chiffrés du concessionnaire).

ARTICLE 3.9 – COMPARAISONS FINANCIERES (PHASE 1)

Dans le cadre du travail d'analyse financière déjà réalisé par les services de Nîmes Métropole, la collectivité mettra à la disposition (pour analyse par l'auditeur) un travail de rapprochement entre les valeurs des CEP de 2018, les chiffres affichés dans les CARE, les chiffres affichés dans les comptes trimestriels et les comptes conventionnels annuels.

Les documents seront fournis au format Excel (avec les chiffres) au candidat retenu dans le cadre de cette consultation.

Ces mêmes documents sont placés en annexe 5 du cahier des charges, sans le détail des chiffres, pour permettre aux candidats de prévoir la forme et les éléments dont ils pourront disposer (sans pour autant mettre en ligne les résultats chiffrés du concessionnaire).

ARTICLE 3.10 – ANALYSE DES BILANS DE LA SOCIETE DEDIEE (PHASE 1)

Pour la bonne réalisation de l'audit, le candidat retenu dans le cadre de cette consultation pourra également disposer, pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 (versions provisoires à partir de juin / juillet 2024), des documents produits par le concessionnaire au titre des bilans de la société dédiée :

- bilans de la société,
- balances,
- rapports du commissaire aux comptes.

Ces documents ne sont disponibles qu'au format « pdf » mais seront fournis au candidat retenu dans le cadre de cette consultation.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE (ANALYSES DE PHASE 1)

ARTICLE 4.1 – REUNION DE PRESENTATION DES DONNEES (PHASE 1)

Toutes les données décrites dans ces paragraphes 3.1 à 3.10 seront présentées au candidat retenu lors d'une réunion de démarrage, dans les locaux de Nîmes Métropole, visant à ce que celui-ci puisse bien, et de façon rapide, en percevoir les contenus, les faiblesses déjà identifiées par les services, les incompréhensions déjà identifiées et les modalités d'exploitation déjà identifiées.

La discussion attendue visera à faciliter la production, de façon rapide, de la liste des données complémentaires que le candidat retenu jugerait nécessaire pour mener à bien la prestation.

La discussion attendue vise également à faire partager avec le candidat retenu les possibilités (et/ou les impossibilités) associées aux acquisitions de données au regard des constats passés lors de diverses investigations contractuelles, techniques et administratives déjà menées par les services.

ARTICLE 4.2 – AUTRES DONNEES (PHASE 1)

Dans l'éventualité où les documents décrits dans les paragraphes précédents ne seraient pas suffisants au regard de la méthodologie envisagée par le candidat à cette prestation d'audit, celui-ci proposera une liste des documents souhaités en accompagnement de sa note méthodologique.

ARTICLE 4.3 – RAPPORT D'ETAPE (PHASE 1)

Le candidat retenu devra présenter un rapport d'étape avec :

- la liste des documents analysés ;
- les premiers constats de cohérences et d'incohérences dont l'importance rendrait éventuellement nécessaire l'acquisition de données supplémentaires ;
- les constats de lacunes justifiant l'acquisition de données supplémentaires pour le bon déroulement de l'audit ;
- la liste détaillée des données souhaitées, avec toutes les précisions nécessaires au concessionnaire pour répondre favorablement aux sollicitations transmises par Nîmes Métropole ;
- les premiers éléments issus des rapprochements avec les ratios de contrats récents de concession d'eau, d'assainissement (ou d'autres domaines).

Ce rapport d'étape fera l'objet d'une réunion de présentation aux intervenants de Nîmes Métropole.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE (ANALYSES DE PHASE 2)

ARTICLE 5.1 – ANALYSES DES DONNEES SUPPLEMENTAIRES (PHASE 2)

Le candidat est informé qu'un ordre de service de suspension de délai sera émis après le rapport d'étape (phase 1) de façon à ce que les délais d'établissements des données par le concessionnaire ne viennent pas impacter le délai de réalisation de l'audit.

Le candidat retenu devra analyser l'ensemble des données complémentaires récupérées à l'issue de cette suspension de délai et les rapprocher des données déjà analysées dans le cadre de la phase 1.

ARTICLE 5.2 – VOLET JURIDIQUE (PHASE 2)

En fonction des constats mis en évidence dans le cadre de cette prestation d'audit, un volet juridique viendra examiner l'un des points considérés le plus prégnant.

La note juridique qui en résultera ainsi que l'identification des suites possibles et la genèse d'un courrier juridique visant à faire clarifier par le concessionnaire les points souhaités devra être générée dans le cadre du rapport de phase 2 ou immédiatement après remise du rapport de phase 2.

Les conclusions de l'audit ne pouvant être identifiées à ce stade de rédaction du CCTP, il est proposé aux candidats auditeurs de chiffrer l'offre, sur ce point, sur la base de 5 jours travaillés, présentation incluse.

ARTICLE 5.3 – REUNION AVEC LE CONCESSIONNAIRE (PHASE 2)

Le candidat retenu devra présenter les premières conclusions obtenues avec les données analysées dans le cadre de la phase 1 et acquises dans le cadre du début de la phase 2.

La réunion avec le concessionnaire devra faire l'objet d'une préparation préalable avec les services de Nîmes Métropole définissant :

- les constats de cohérences, incohérences et lacunes identifiées,
- les enjeux associées à ces difficultés,
- les questions posées pour lever ces difficultés,
- l'ordre des sujets envisagés pour le bon déroulement de la réunion,
- l'ordre du jour (destiné à être envoyé au concessionnaire préalablement à la réunion).

Dans le cadre de cette consultation, sauf avis contraire du candidat à cette prestation, il n'est envisagé qu'une seule réunion de discussion avec le concessionnaire.

Si le candidat devait considérer que des réunions supplémentaires lui sont nécessaires au regard des prestations à réaliser dans le cadre de cet audit, il lui appartient de préciser dans sa méthodologie le nombre de réunions envisagées et les différents objets associés à chacune de ces réunions.

Le compte-rendu de la réunion / des réunions devra être rédigé par l'auditeur (avec envoi au concessionnaire par Nîmes Métropole) et visera éventuellement à préciser les questions subsidiaires qui pourraient résulter des échanges en réunion.

ARTICLE 5.4 – RAPPORT D'AUDIT (PHASE 2)

Le candidat retenu devra constituer un rapport d'audit faisant figurer :

- une synthèse accessible à des lecteurs non impliqués dans la réalisation de cet audit (maximum 2 pages) ;
- la liste des documents analysés ;
- les constats de cohérences et d'incohérences dont l'importance ont rendu nécessaire l'acquisition de données supplémentaires ;
- les constats de lacunes ayant justifiés l'acquisition de données supplémentaires pour le bon déroulement de l'audit ;
- la liste détaillée des données demandées et les constats issus de leurs analyses ;
- les éléments issus des rapprochements avec les ratios de contrats récents de concession d'eau, d'assainissement (ou d'autres domaines) ;
- les conclusions de ce travail d'analyse et notamment :
 - une appréciation sur les chiffres produits par le concessionnaire ;
 - une confirmation / infirmation de la comparabilité avec des ratios constatés sur d'autres contrats d'eau et d'assainissement et à bien appréhender ;
 - la compréhension des mécanismes de transferts de la ligne de charge sous-traitances à la ligne personnel ;
 - la compréhension / récupération des parts de l'insertion dans les charges de personnel.

Ce rapport d'audit fera l'objet d'une réunion de présentation aux intervenants de Nîmes Métropole.

Les candidats doivent intégrer que la collectivité est en droit de demander à ce que le rapport provisoire soit éventuellement complété pour édition d'un rapport définitif.

Les candidats doivent intégrer que les rapports et synthèses ne seront considérés comme définitifs qu'après obtention des modifications et corrections orthographiques signalées.

Nîmes Métropole s'engage sur un délai maximal de 30 jours calendaires pour émettre les remarques éventuelles de forme et de fond.

Les candidats doivent intégrer que la collectivité est susceptible de remettre le rapport provisoire au concessionnaire pour discussion et que le rapport définitif sera, de toutes façons, adressé au concessionnaire.

ARTICLE 6 – ORGANISATION ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Compte-tenu de la nature financière, administrative et juridique de la prestation attendue, le prestataire devra disposer, seul ou en groupement, des compétences requises pour assurer la totalité de ses missions.

La nature des missions et l'importance du contrat à mettre en place conduisent aussi Nîmes Métropole à exiger des candidats (y compris des différentes sociétés qui composeraient les groupements de candidats) qu'ils puissent justifier, par tous moyens, et attester de la plus stricte indépendance vis-à-vis des sociétés de délégation de services publics.

Le candidat retenu sera astreint à une stricte confidentialité en application des dispositions du CCAG-PI.

Le candidat retenu devra intégrer que les rapports et écrits produits dans le cadre de cette prestation deviennent la propriété de Nîmes Métropole dès paiement des factures relatives à la-dite prestation.

Toute diffusion d'éléments issus de cette prestation devra être préalablement autorisée par Nîmes Métropole (par écrit avec signature des représentants Elus de la collectivité).

Le candidat retenu devra également s'engager à détruire les données d'entrée utilisées dans un délai ne dépassant pas 6 mois après paiement de la prestation en application des dispositions du CCAG-PI.

Les justifications relatives à cette indépendance devront apparaître dans l'offre remise par les candidats ainsi que les engagements décrits ci-dessus devront être repris dans l'offre remise par le candidat.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Les engagements du maitre d'ouvrage portent principalement sur la fourniture des données :

- dont la plupart sont déjà disponibles,
- font l'objet d'une analyse régulière,
- ont fait l'objet d'un travail préparatoire de compilation et d'analyses,
- qui seront présentées au candidat retenu.

Ces différentes données sont listées et en partie décrites dans les éléments de mission de la phase 1 et les annexes à ce cahier des charges.

Les données décrites dans la phase 1 seront remises au candidat retenu dans un délai maximal de 10 jours à compte de la notification du marché.

ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHÉ

ARTICLE 8.1 – PRINCIPALES ETAPES

Le prestataire devra respecter, pour les étapes principales de la mission, le calendrier prévisionnel suivant :

Phase 1

- analyse des données et remise des éléments décrits au titre de la phase 1 dans un délai à définir par le candidat et qui ne pourra excéder 4 mois (suspension de délai entre phase 1 et phase 2 non comptée – formalisation par ordre de service).

Phase 2

- analyse des données complémentaires, réunion et remise du rapport d'audit décrits au titre de la phase 2 dans un délai à définir par le candidat et qui ne pourra excéder 4 mois (non comptée la suspension de délai pour acquisition des données supplémentaires définies par l'auditeur).

ARTICLE 8.2 – DUREE DU MARCHÉ

Le délai est à définir par le candidat mais il ne pourra excéder 8 mois (non comptée la suspension de délai pour acquisition des données supplémentaires définies par l'auditeur).

Le déclenchement de la phase 2 fera l'objet d'un ordre de service émis par Nîmes Métropole.

ARTICLE 9 – LIVRABLES ET REUNIONS

ARTICLE 9.1 – LIVRABLES

Chaque document (notes, inventaires, rapports, supports de réunion et documents de présentation) rédigé par le prestataire sera fourni à Nîmes Métropole en 3 exemplaires sur format papier (dont un reproductible non relié) et un exemplaire en format informatique (en version « pdf » ainsi que « doc », « ppt » ou « xls » modifiable).

ARTICLE 9.2 – REUNIONS

Les réunions nécessaires au déroulement de cette prestation font partie intégrante de la prestation et le groupement devra prévoir ces prestations dans ses coûts lors de la rédaction de l'offre.

En lien avec le planning et dans le but de faciliter le bon déroulement de la prestation, les dates des différentes réunions prévues par ce cahier des charges ou proposées par le candidat seront fixées dès le démarrage de la prestation.

A cet effet, le candidat définira dans son mémoire le nombre (4 au minimum) et le contenu des réunions prévues dans son offre ainsi que les dates envisagées au regard des éléments de planning communiqués au paragraphe 6.1.

Toutes les réunions se dérouleront dans les locaux de Nîmes Métropole, en présentiel, y compris pour les représentants de l'auditeur.